

# NATIONS UNIES

## ASSEMBLEE GENERALE



Distr.  
GENERALE  
A/C.5/32/84  
9 décembre 1977  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-deuxième session  
CINQUIEME COMMISSION  
Points 100 et 62 de l'ordre du jour

PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1978-1979

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT

Incidences administratives et financières du projet de résolution  
publié sous la cote A/C.3/32/L.51

Etat présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 153  
du règlement intérieur de l'Assemblée générale

1. A sa 57ème séance, tenue le 9 décembre 1977, la Deuxième Commission a adopté le projet de résolution publié sous la cote A/C.2/32/L.51 tel qu'il a été modifié oralement. Elle était saisie d'un état des incidences financières (A/C.2/32/L.87).
2. Au paragraphe 2 du projet de résolution, le Secrétaire général serait prié d'établir, en collaboration avec les organes de l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées qui s'occupent de cette question, en particulier l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine et la Commission économique pour l'Asie occidentale, un rapport complet et analytique sur les conséquences sociales et économiques de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans les territoires occupés, et de le présenter à l'Assemblée générale lors de sa trente-troisième session.
3. L'établissement du rapport demandé dans le projet de résolution exigerait que l'on fasse appel à un nombre plus important d'experts que pour l'établissement du rapport sur les conditions de vie du peuple palestinien dans les territoires occupés (A/32/288) qui a été présenté à l'Assemblée générale en application de la résolution 31/110.
4. En outre, le rapport devrait être établi dans des conditions extrêmement difficiles tant en ce qui concerne les délais que les possibilités de déplacement. De ce fait, il ne serait pas possible de procéder à des recherches approfondies et à des enquêtes poussées, pour lesquelles il faut disposer de beaucoup de

temps. Le rapport serait nécessairement fondé sur les renseignements disponibles dans les organismes des Nations Unies et sur les renseignements qui pourraient être recueillis dans les différents pays. Il serait demandé à tous les gouvernements intéressés de communiquer tous les renseignements dont ils disposent et de coopérer à l'acheminement et à la collecte des autres renseignements nécessaires. La documentation écrite disponible devrait être complétée par des entretiens personnels et d'autres enquêtes sur place, ce qui nécessitera un important travail sur le terrain.

5. Si la permission de se rendre dans les territoires occupés n'était pas accordée, les conséquences sociales et économiques ne pourraient être évaluées sur la base de renseignements de première main. On se bornerait dans le rapport à analyser ces conséquences sur un plan général et en se fondant sur plusieurs indicateurs qui seraient établis à partir des renseignements qu'il serait possible d'obtenir dans d'autres pays intéressés.

6. Vu la portée très large du rapport maintenant demandé, et afin d'assurer l'équilibre des avis spécialisés, il faudrait pour s'acquitter adéquatement de cette tâche prévoir une équipe de trois consultants, comprenant un aménageur, un économiste et un sociologue. Etant donné que l'équipe de consultants devrait s'entretenir avec la population locale et examiner les problèmes qui se posent avec les principaux responsables et fonctionnaires gouvernementaux, il faudrait que les consultants aient la possibilité de communiquer en arabe. Comme il se peut qu'il ne soit pas possible de trouver des consultants connaissant suffisamment bien l'arabe, il faut prévoir des interprètes et des traducteurs.

7. On prévoit que l'accomplissement de cette tâche nécessiterait un total de 14 mois de travail de consultants. Pour recueillir les données, notamment pour interroger les témoins, l'un des consultants, le chef de l'équipe, devrait effectuer deux déplacements entre le Siège et les pays du Moyen-Orient intéressés, alors que les deux autres consultants ne feraient qu'un voyage. Au cours de leur séjour dans les pays en question, les consultants seraient aidés par un fonctionnaire de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient ou de la Commission économique pour l'Asie occidentale, ainsi que par trois interprètes, chacun des consultants pouvant être appelé à s'occuper d'aspects différents de l'enquête.

8. Les dépenses à prévoir à ce titre se répartissent comme suit :

/...

	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
<u>Consultants</u>		
14 mois de travail	44 100	
Frais de voyage et indemnité de subsistance	<u>17 300</u>	61 400
<u>Fonctionnaire de l'UNRWA ou de la CEAO</u>		
Frais de voyage et indemnité de subsistance		4 600
<u>Interprètes</u>		
Traitements	22 100	
Frais de voyage et indemnité de subsistance	<u>12 800</u>	34 900
<u>Travaux contractuels de traduction pour la traduction en anglais des renseignements recueillis</u>		
400 pages d'arabe et 100 pages d'hébreu	<u>10 000</u>	<u>10 000</u>
TOTAL		<u>110 900</u>

9. En résumé, si l'Assemblée générale adopte le projet de résolution publié sous la cote A/C.2/32/L.51, il sera nécessaire d'ouvrir un crédit supplémentaire de 110 900 dollars au titre du programme relatif aux établissements humains au chapitre 5A du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1978-1979.

10. En outre, il faudra prévoir un montant de 48 600 dollars au chapitre 23 pour la traduction, la reproduction et la distribution du rapport des experts (50 pages) en six langues, montant qui se répartirait comme suit :

/...

Traduction, reproduction et distribution du rapport

	<u>Effectifs</u>	<u>Nombre de jours</u>	<u>Coût journalier</u>	<u>Total</u> (Dollars)
Traduction <u>a/</u>	10	7	129	9 000
Révision <u>a/</u>	5	7	138	4 800
Dactylographie <u>a/</u>	10	7	49	3 500
Dactylographe anglais	1	5	32	<u>200</u>
				17 500
Reproduction et distribution				3 200
Frais de voyage d'agents recrutés hors de la région	25			<u>27 900</u>
Total				<u>48 600</u>

11. Les dépenses afférentes aux services de conférence indiqués ci-dessus ont été calculées sur la base du coût intégral des services, c'est-à-dire en partant de l'hypothèse que les dépenses ne pourraient pas être couvertes au moyen des ressources disponibles. S'il était nécessaire d'ouvrir un crédit supplémentaire à cet effet, cela sera indiqué dans l'état récapitulatif en cours d'établissement dans lequel seront notés tous montants supplémentaires à prévoir au titre du chapitre 23.

---

a/ Il s'agit, par hypothèse, de personnel devant être recruté sur le plan non local.